

# Dépenses fiscales

**Bruxelles, janvier 2019**

## Module 11

Mobilisation des recettes nationales  
Formation financée par l'Union européenne  
Formateur : Pierre Vandenberghe  
Expert en administration fiscale

# Présentation

1. Définition et méthodologie
2. Dépenses fiscales promouvant l'investissement
3. Dépenses fiscales soutenant la consommation
4. Expériences



European  
Commission



# 1. Dépenses fiscales : Définition

Dépense fiscale ?

Tout transfert de fonds publics au moyen d'une réduction d'obligations fiscales par rapport à une norme, plutôt que de dépenses directes (OCDE, 2010).

=> Allègements fiscaux, subventions fiscales ou aides fiscales

Deux conditions :

- (1) une réduction des recettes fiscales, et
- (2) un écart par rapport à la norme fiscale, à savoir le système fiscal de référence

# 1. Dépenses fiscales : Plusieurs formes

- Déductions : montant déduit de la base d'imposition par dérogation
- Exemptions ;
- Allègement de taux : un taux réduit appliqué à une classe de contribuables ou de transactions imposables ;
- Report d'impôt : Un report du paiement de l'impôt ;
- Crédits : Montants déduits de la charge fiscale.
- Zones franches
- Mesures fiscales dans les codes sectoriels (mines, investissement, agriculture, forêts...)

# 1. Dépenses fiscales : Objectifs

Un important outil de rationalisation des systèmes fiscaux dans les pays développés et en développement.

- Prolifération des dépenses fiscales (sous l'action des lobbies ou des politiques).
- Les dépenses fiscales paraissent moins dommageables que les dépenses directes/subventions, faute d'estimation du rapport coût/bénéfices et d'analyse de l'impact.

Améliorer la transparence fiscale :

- La publication d'analyses des dépenses fiscales est encouragée par le TADAT (TADAT POA 8 : Gestion efficiente des recettes)
- Annexer l'évaluation des dépenses fiscales à la loi de finances

## 2. Dépenses fiscales : Estimation

Plusieurs méthodologies :

- Méthode des recettes abandonnées : montant dont les recettes fiscales sont réduites suite à une dépense fiscale, à comportement inchangé de la part des contribuables concernés.
- Manque à gagner : montant dont les recettes fiscales sont réduites suite à l'introduction d'une dépense fiscale, en tenant compte du changement de comportement et des effets sur les autres impôts.
- Méthode de l'équivalent dépenses directes : les dépenses directes qui aurait été nécessaires avant impôt pour réaliser le même effet sur les revenus après impôt des contribuables que la dépense fiscale.

## 2. Système fiscal de référence

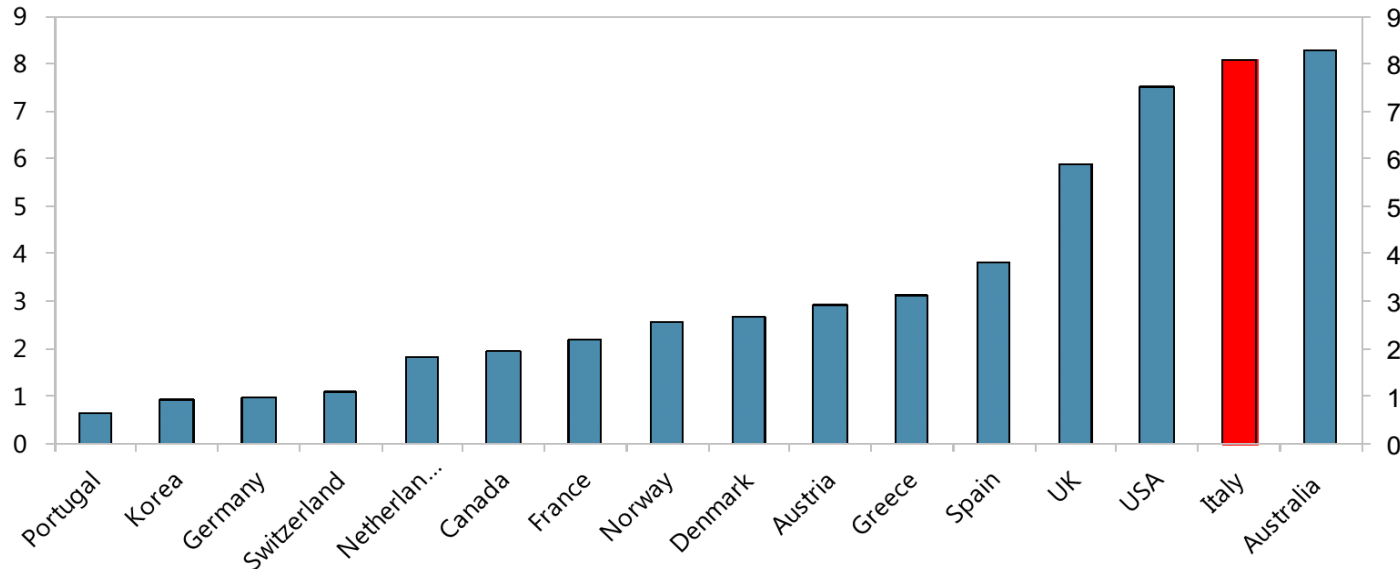
- L'estimation de dépenses fiscales exige de :
  - 1) Définir le système fiscal de référence : code fiscal, code douanier, etc.
  - 2) Répertorier toutes les mesures dérogatoires au système fiscal de référence.
  - 3) Estimer les pertes de recettes.
- La définition du système fiscal de référence est une décision politique.

Les estimations de dépenses fiscales devraient incomber à une unité de politique fiscale (et non à l'administration fiscale).



# Dépenses fiscales dans certains pays développés

Figure 1. Tax Expenditures in Selected Advanced Economies  
(Percent of GDP)



Sources: OECD (2010); United States, National Commission on Fiscal Responsibility and Reform (2010).

Note: Higher values may arise from more comprehensive reporting (recent estimates for Italy are higher due to change in benchmark).

## 2. Dépenses fiscales en faveur de l'investissement

- *Un autre mode de concurrence fiscale*
- *Discrétionnaire ou prévu par la législation*
  - Code d'investissement, droit des zones franches, conventions fiscales individuelles, etc.
- *D'où proviennent les demandes d'exemption/dérogation ?*
  - Lobbies (entreprises)
  - Ministères sectoriels (mines, pétrole, tourisme, agriculture, etc.) : Code minier, code du tourisme, code de l'agriculture...
  - => la bonne pratique : toutes les dispositions fiscales, y compris dérogatoires, sont centralisées dans le Code général des impôts

## 2. Typologie (impôt sur les revenus/sociétés)

- Taux faibles/différenciés
- Crédits d'impôts pour l'investissement
- Dispense fiscale (réduction temporaire)
- Dépréciation accélérée et provisions dérogatoires
- Report déficitaire prolongé

## 2. Motivation des incitations fiscales

- Promouvoir l'investissement
- Favoriser l'emploi
- Compenser la mauvaise qualité des infrastructures
- Encourager la création d'entreprises
- Attirer les investissements étrangers

# Arguments pour et contre les incitants fiscaux

Pour	Contre
Augmenter l'investissement, l'emploi	Injuste, augmente la charge sur les autres
Compenser la mauvaise qualité des infrastructures	Concurrence déloyale, on réussit grâce aux incitations fiscales et non grâce à un meilleur produit, un meilleur service ou un meilleur management
Encourager les entreprises	Ouvert à la tricherie
Attirer les investissements étrangers	Pas vraiment efficace en général

# Quelques questions en lien avec les incitants fiscaux

- Sont-ils nécessaires ?
- Fonctionnent-ils ? Avantages ?
- Combien coûtent-ils ? Ces informations sont elles publiées ?
- Sont-ils accordés de manière transparente ?
- En valent-ils la peine ?
- Dans quelles circonstances ?
- Pour combien de temps sont-ils accordés ?

**Le recours aux incitants fiscaux est répandu, quand bien même les preuves empiriques à disposition sur leur effet sur l'investissement sont très peu concluantes. Zee, Stotsky et Ley (2002)**

# Les exemptions attirent-elles les investisseurs ? Analyse d'études auprès des investisseurs.



### 3. Dépense fiscale en faveur de la consommation

- Taux de TVA réduits ou zéro
    - Théorie de l'incidence : Suppose que la réduction du taux se reflétera dans les prix.
  - IRPP :
    - Déductibilité des intérêts hypothécaires : 59 milliards d'USD en 2016 (US)
    - Quotient familial, crédit pour enfant à charge,
    - Déductions pour frais médicaux, frais d'éducation, etc.
- => Au-delà de l'estimation des dépenses fiscales, sont-elles équitables ?



# Documents de référence

Options for Low Income Countries' Effective and Efficient Use of Tax Incentives for Investment

<http://www.oecd.org/tax/options-for-low-income-countries-effective-and-efficient-use-of-tax-incentives-for-investment.pdf>

Document de travail FMI – Tax incentives in Cambodia

IMF WP/ 18/71 –

<https://www.imf.org/~media/Files/Publications/WP/2018/wp1871.ashx>

Voir aussi OCDE dépenses fiscales dans les pays développés

<http://www.oecd.org/governance/budgeting/42976288.pdf>

***Merci pour votre attention !***

***Des questions ?***